SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS LA RÉGION DE LA KARA: ANALYSE MULTIDIMENSIONNELLE DES DÉTERMINANTS, DES DYNAMIQUES ET DES DÉFIS À L'AUNE DES QUATRE PILIERS FONDAMENTAUX (2018-2026)

POYODI Essotchè,
KADOUZA Padabô,
PANESSE Paalamwé
Pôle de Recherche et d'Expertise sur la Dynamique des Espaces et des Sociétés (PREDES)/ Université de Kara - Togo

Résumé:

Le présent article propose une analyse multidimensionnelle de la sécurité alimentaire dans la région de la Kara, au nord du Togo, à travers le prisme des quatre piliers fondamentaux que sont la disponibilité, l'accès, l'utilisation et la stabilité. [1] *S'appuyant sur une revue des données du Cadre Harmonisé, des rapports d'évaluation des programmes agricoles (PTA-Togo, Pro-SADI, SAIRT) et des travaux scientifiques récents, l'étude montre que, malgré des progrès significatifs en matière de disponibilité alimentaire et de performance productive, l'insécurité alimentaire demeure un problème structurel dans la région. Les projections du Cadre Harmonisé estiment qu'environ 332 000 personnes pourraient être en situation d'insécurité alimentaire aiguë de phase 3 entre juin et août 2026.* [2] *L'analyse révèle que les efforts de l'État togolais, bien qu'ayant permis des avancées notables sur le pilier de la disponibilité (hausse des rendements de 120 %, multiplication par quatre des superficies cultivées), peinent à garantir durablement les trois autres piliers : l'accès économique aux denrées reste limité pour les ménages vulnérables, l'utilisation nutritionnelle est compromise par une*

[1] www.fao.org
[2] www.reliefweb.int

diversification insuffisante, et la stabilité est menacée par les aléas climatiques, les ravageurs et l'insécurité civile. L'article discute des apports et des limites des politiques agricoles successives, éclaire les dynamiques contemporaines qui façonnent la sécurité alimentaire dans la région, et propose des perspectives pour une approche plus intégrée et inclusive.

Mots-clés: *Kara, sécurité alimentaire, quatre piliers, disponibilité, accès, utilisation, stabilité, Togo, Cadre Harmonisé, agropole.*

Abstract :

This article offers a multidimensional analysis of food security in the Kara region of northern Togo, through the lens of four fundamental pillars: availability, access, utilization, and stability. Based on a review of data from the Harmonized Framework, evaluation reports of agricultural programs (PTA-Togo, Pro-SADI, SAIRT), and recent scientific work, the study shows that, despite significant progress in food availability and productive performance, food insecurity remains a structural problem in the region. The Harmonized Framework projections estimate that approximately 332,000 people could be experiencing Phase 3 acute food insecurity between June and August 2026. The analysis reveals that while the Togolese government's efforts have yielded significant progress on the availability pillar (a 120% increase in yields and a fourfold increase in cultivated land), they are struggling to sustainably guarantee the other three pillars: economic access to food remains limited for vulnerable households, nutritional utilization is compromised by insufficient diversification, and stability is threatened by climate hazards, pests, and civil insecurity. The article discusses the contributions and limitations of successive agricultural policies, sheds light on the contemporary dynamics shaping food security in the region, and proposes perspectives for a more integrated and inclusive approach.

Keywords: *Kara, food security, four pillars, availability, access, utilization, stability, Togo, Harmonized Framework, agropole.*

1. Introduction

La région de la Kara, située dans le nord du Togo, constitue depuis des décennies un enjeu majeur des politiques de sécurité alimentaire du pays. Berceau de l'ethnie Kabyè, cette région densément peuplée et montagneuse a été le théâtre de projets agricoles successifs, du Projet FED/OMVK des années 1970 au Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASA), en passant par l'Agropole de Kara (2018-2026) et le Projet de Renforcement des Systèmes Alimentaires (Pro-SADI).

La sécurité alimentaire, dans sa définition consacrée par le Sommet mondial de l'alimentation de 1996, existe « lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique, social et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active ». Cette définition repose sur quatre piliers interdépendants : la disponibilité, l'accès, l'utilisation et la stabilité.[3]

La question centrale de cet article est la suivante : comment les quatre piliers de la sécurité alimentaire se déclinent-ils dans la région de la Kara entre 2018 et 2026, et pourquoi, malgré les efforts considérables de l'État togolais en

[3] www.fao.org

matière de production agricole, l'insécurité alimentaire demeure-t-elle un problème persistant ?
Notre hypothèse de travail est que les politiques agricoles menées dans la région de la Kara, bien qu'ayant généré des progrès tangibles sur le pilier de la disponibilité, peinent à assurer durablement les trois autres piliers (accès, utilisation, stabilité) en raison d'une approche trop centrée sur la production au détriment des dimensions sociales, économiques et environnementales de la sécurité alimentaire.
L'article s'articule autour de quatre axes. Après une présentation de la méthodologie, nous analysons successivement les quatre piliers de la sécurité alimentaire dans la région de la Kara, en mobilisant les données disponibles et les travaux scientifiques. La troisième partie propose une discussion scientifique approfondie, confrontant les résultats aux analyses d'auteurs et d'institutions sur la question. Enfin, nous concluons en identifiant les défis persistants et les pistes d'action pour une approche plus intégrée.

2. Matériels et méthodes

Cette étude s'appuie sur une revue des données officielles, des rapports d'évaluation et des travaux scientifiques relatifs à la sécurité alimentaire dans la région de la Kara et au Togo. Les sources mobilisées comprennent :

1. Les données du Cadre Harmonisé, l'outil régional de référence utilisé en Afrique de l'Ouest et au Sahel sous l'égide du Comité Inter-États de Lutte contre la Sécheresse

au Sahel (CILSS), pour analyser la situation alimentaire et nutritionnelle des populations. Les projections de novembre 2025 constituent une source centrale pour l'évaluation de l'insécurité alimentaire aiguë.[4]
2. Les rapports du Système mondial d'information et d'alerte rapide (GIEWS) de la FAO, qui fournissent des informations précises et récentes sur tous les aspects de l'offre et de la demande d'aliments.
3. Les évaluations des programmes agricoles nationaux, en particulier le Projet de Transformation Agro-Alimentaire du Togo (PTA-Togo) ou agropole de Kara, le Projet de Renforcement des Systèmes Alimentaires (Pro-SADI) et le projet Sécurité Alimentaire Inclusive et Résilience (SAIRT).
4. Les travaux de la FAO sur les quatre piliers de la sécurité alimentaire et leur évolution historique.

L'analyse est structurée autour des quatre piliers, permettant une lecture multidimensionnelle de la situation et des défis de la sécurité alimentaire dans la région de la Kara.

- **Cadre théorique de l'étude**

Pour analyser la sécurité alimentaire dans la région de la Kara sous l'angle de ses déterminants, dynamiques et défis, il convient de mobiliser une approche combinant la théorie des capabilités d'Amartya Sen (1992) et le cadre des quatre piliers de la sécurité alimentaire (disponibilité, accès, utilisation, stabilité). Ce cadre permet d'articuler des dimensions économiques, sociales, environnementales et

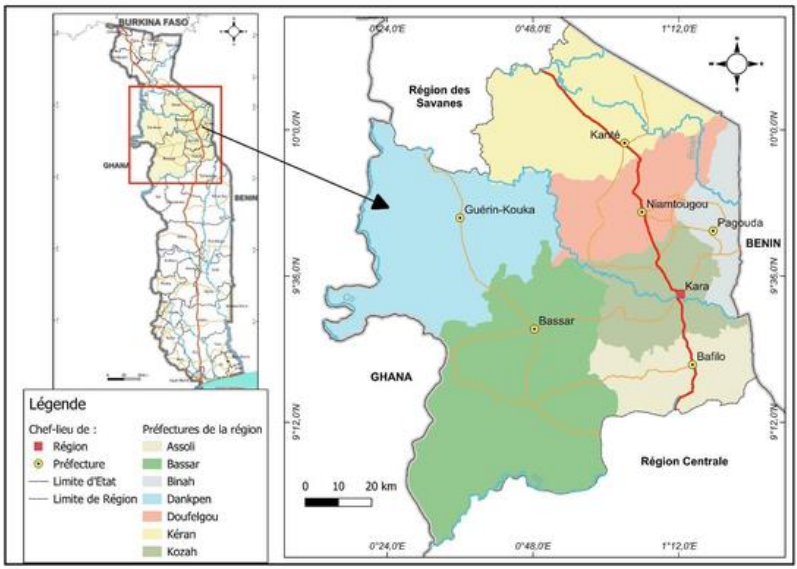
[4] www.reliefweb.int

institutionnelles, tout en dépassant une lecture strictement productiviste. L'analyse multidimensionnelle gagne à intégrer la théorie des systèmes alimentaires, qui éclaire les interactions entre production, distribution, consommation et gouvernance locale. Les dynamiques observées dans la Kara, marquées par la variabilité climatique, la pauvreté rurale et les mutations des pratiques agricoles, nécessitent aussi une lecture en termes de vulnérabilité et de résilience. Les quatre piliers fondamentaux servent alors de grille normative pour évaluer les écarts entre disponibilité réelle, accès effectif, utilisation adéquate et stabilité dans le temps. Enfin, cette combinaison théorique permet de formuler des recommandations adaptées, en tenant compte des spécificités socio-culturelles et des contraintes structurelles de la région.

- **cadre de l'étude**

La région de la Kara est l'une des cinq régions administratives du Togo, situé au Nord, du pays entre les latitudes de 9°0'0''et 10°12'0" nord et 0°12' et 1°18' de longitude est. Elle fixe ses frontières avec la région des Savanes au nord, et celle Centrale au Sud, le Bénin à l'est et le Ghana à l'ouest. La région de la Kara couvre une superficie totale de 11 490 Km^2 et représente ainsi 20,50 % du territoire national. La carte n°1 présente la situation géographique de la région de la Kara.

Carte n° 1 : localisation de la région de la Kara



Source *: Fond de carte de l'INSEED, 2022, réalisation des Auteurs, 2024*

La région de la Kara compte 7 préfectures. Il s'agit des préfectures d'Assoli, de Doufelgou, de Bassar, de Dankpen, de Binah, de la Kéran et de la Kozah. Avec la politique de décentralisation entreprise depuis 2017 et les élections communales de 2018, la région compte désormais 21 communes[5] et 75 cantons. Cette région reste l'une des régions les plus importantes du Togo par ses

[5] Kéran 3 communes, Bassar 4 communes, Dankpen 3 communes, Kozah 4 communes, Binah 2 communes, Doufelgou 2 communes et Assoli 3 communes

caractéristiques physiques et ses fonctions. La présence de ces découpages administratifs a permis le rapprochement du ministère en charge de l'agriculture auprès des paysans notamment avec la création de Direction Préfectorale de l'Agriculture DPA. Cela a finalement permis aux décideurs d'interagir à tous les niveaux. Cette région regorge d'énormes potentialités physiques et humaines pouvant servir de base de réuissite du projet de l'agropôle. A partir des performances de l'agropôle, toute la population du Togo et de la Kara devrait en principe être en sécurité sur le plan alimentaire.

3. Analyse multidimensionnelle de la sécurité alimentaire dans la région de la Kara

3.1 Pilier 1 : Disponibilité physique des aliments

Le pilier de la disponibilité renvoie à la capacité d'un système à produire ou à importer des quantités suffisantes d'aliments pour répondre aux besoins de la population. Dans la région de la Kara, ce pilier a connu des progrès significatifs grâce aux politiques agricoles menées depuis 2018.

3.1.1 L'Agropole de Kara : un levier de production

Lancé en 2017 dans le cadre du Programme national de développement des agropoles 2017-2030, le Projet de Transformation Agro-Alimentaire du Togo (PTA-Togo) a permis des avancées majeures en matière de production. Le projet a procédé à l'aménagement de 32 Zones d'Aménagement Agricole Planifié (ZAAP), couvrant une

superficie totale de 12 000 hectares. Les superficies cultivées ont connu une progression spectaculaire entre 2022 et 2024. Le tableau n°1 illustre cette progression.

Tableau n°1 : Progression des superficies cultivées par cultures

Les cultures	Superficies en 2022	Superficies en 2024
Maïs	738 hectares	3 569 hectares
Riz	208 hectares	1 470 hectares
Soja	1 300 hectares	1 540 hectares

Source : *l'Auteurs 2025, République Togolaise, 2025, p. 2*

Les rendements ont également augmenté de manière significative. Le tableau n°2 montre la progression des rendements des principales cultures dans la région de la Kara.

Tableau n°2 : progression des rendements des principales cultures dans la région de la Kara

Cultures	Rendement après appui (T/ha)	Progression
Maïs	0,9 à 2,4	+166 %
Riz	1,4 à 2,8	+100 %
Soja	0,8 à 1,1	+37,5 %

Source : *l'Auteurs 2025, République Togolaise, 2025, p. 2*

À l'échelle nationale, les résultats sont également encourageants. Entre 2020 et 2024, la production agricole a enregistré une hausse significative : +15 % pour les céréales, +13 % pour les légumes, et +31 % pour les légumineuses (République Togolaise, 2025, p. 1). La couverture nationale

des besoins alimentaires est passée de 136 % en 2020 à 153 % en 2024 (République Togolaise, 2025, p. 1).

3.1.2 Les infrastructures de soutien à la disponibilité

L'agropole a permis la construction d'infrastructures structurantes pour la production et la post-récolte :

- Centres de transformation agricole (CTA) : 7 centres achevés, collectant les productions des ZAAP et assurant une transformation primaire (tri, vannage, conditionnement) (République Togolaise, 2025, p. 2).
- Magasins de stockage : 7 magasins de 350 tonnes (République Togolaise, 2025, p. 2).
- Forages : 120 forages mixtes, desservant 42 000 personnes (République Togolaise, 2025, p. 2).
- Électrification : 5 villages électrifiés (République Togolaise, 2025, p. 2).

Le projet SAIRT (Sécurité alimentaire inclusive et résilience au Togo) a par ailleurs installé des périmètres maraîchers solaires dans les communes de Kozah 3, Kozah 4 et Assoli 2, dotés de forages, de systèmes de pompage et d'installations d'irrigation alimentées à l'énergie solaire (République Togolaise, 2026, p. 1).

3.1.3 Les limites de la disponibilité

Malgré ces progrès, la disponibilité physique des aliments reste soumise à des aléas. En 2026, la saison des pluies, qui s'étend typiquement d'avril à octobre, a été marquée par

une sécheresse précoce et une distribution erratique des précipitations jusqu'en juillet dans certaines parties des régions de la Kara et des Savanes, retardant les opérations de semis, compromettant la levée des cultures et nécessitant des replantations dans certaines zones (FAO GIEWS, 2026, p. 1) . Bien que les conditions météorologiques se soient améliorées entre mi-juillet et début août, des poches de végétation inférieure à la moyenne persistent dans les parties nord de la région de la Kara (FAO GIEWS, 2026, p. 1). Par rapport à la disponibilité, les objectifs sont loin d'être atteint. La photo n°1 présente un magasin de stockage de vivres.

Photo n°1 : magasin de stockage de produits de la ZAAP de Tchikawa dans la préfecture de la Binah



Source : *l'Auteurs 2024, capture du magasin de la ZAAP de Tchikawa*

Les gestionnaires du magasin de la figure n°1 témoignent de la faiblesse des productions. Selon eux, les quantités de produits vivriers dans la région de la Kara est encore très

faible. Ce qui explique la non utilisation de ces infrastructures depuis leur construction en 2021.

3.2 Pilier 2 : Accès économique et physique aux aliments

Le pilier de l'accès renvoie à la capacité des ménages à se procurer des aliments en quantité et en qualité suffisantes, que ce soit par la production propre, l'achat sur les marchés ou les transferts sociaux. C'est sur ce pilier que les vulnérabilités sont les plus marquées dans la région de la Kara.

3.2.1 Les prix des denrées alimentaires

Selon les données les plus récentes, les prix des principales denrées alimentaires de base -notamment le maïs, le sorgho et le niébé- ont enregistré une baisse sur les marchés au 30 avril 2026 (PAM, 2026, p. 1). Cette baisse reflète une offre abondante sur les marchés (FAO GIEWS, 2026, p. 1).

Cependant, la volatilité des prix reste une menace pour les ménages les plus vulnérables. Comme le souligne le rapport régional du CILSS (2025), l'accès à la nourriture pour les ménages a été particulièrement affecté par l'insécurité civile, engendrant un nombre important de personnes déplacées internes, les inondations qui ont causé des pertes de production et des dommages matériels considérables, ainsi que l'inflation persistante (CILSS, 2025, p. 1). Le tableau n°3 montre l'évolution des prix du maïs (produit de base) à Kara en 2023. A travers ce tableau, il est bien clair que le maïs coûte encore cher pour les ménages à faibles revenus.

Tableau n°3 : évolution mensuelle du prix moyen des produits agricoles par bol sur les marchés de la région de la Kara en 2023

Produits	Jan	Fév	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Déc	MA
Maïs	750	700	700	700	700	700	750	750	750	600	600	600	**690**
Sorgho	900	900	1 200	1 100	1 100	1 100	1 200	1 200	1 200	900	900	800	**1 040**
Mil	1 500	1 500	1 300	1 200	1 200	1 200	1 300	1 300	1 300	1 000	800	800	**1 200**
Riz	1 100	1 100	1 100	1 100	1 100	1 100	1 100	1 100	1 100	1 100	1 100	1 100	**1 100**
Haricot	1 800	1 800	1 800	1 800	1 800	1 800	1 800	1 800	1 800	1 800	1 800	1 800	**1 800**
Arachide	2 000	2 000	2 000	2 200	2 200	2 200	1 600	1 600	1 600	1 600	1 700	1 700	**1 865**
Voandzou	1 800	1 800	1 800	1 800	1 800	1 900	1 900	2 000	2 000	2 000	1 800	1 800	**1 865**

Activer Wind

Source : DR Commerce, artisanat et consommation locale Kara

NB : MA=Moyenne Annuelle

3.2.2 Les programmes d'appui à l'accès

Plusieurs programmes visent à améliorer l'accès des ménages vulnérables aux aliments :

· Pro-SADI : Depuis son lancement en 2024, ce projet a touché directement environ 12 600 producteurs dans les régions de la Kara et des Savanes, facilitant l'accès à des engrais et à des semences certifiées pour les producteurs de riz et de maïs, et fournissant du matériel, des motopompes et environ 27 puits maraîchers pour le maraîchage (Togo First, 2026, p. 1) .
· SAIRT : Le projet « Sécurité alimentaire inclusive et résilience » a touché plus de 25 000 bénéficiaires directs et indirects dans les régions de la Kara et des Savanes, dont près de 1 700 personnes handicapées (Togo First, 2025, p. 1).
· PAM : Le Programme alimentaire mondial accompagne les efforts du gouvernement togolais à travers l'assistance alimentaire d'urgence aux réfugiés, déplacés internes et communautés hôtes, l'appui à la nutrition, le soutien à la résilience communautaire, et l'alimentation scolaire basée sur la production locale (PAM, 2026, p. 1).

3.2.3 Les projections d'insécurité alimentaire aiguë

Malgré ces appuis, les projections du Cadre Harmonisé publiées en novembre 2025 indiquent qu'environ 332 000 personnes (5 % de la population analysée) pourraient être en situation d'insécurité alimentaire aiguë de phase 3 (Crise) entre juin et août 2026 (CILSS, 2025, p. 1 ; FAO GIEWS, 2026, p. 1). Ce chiffre marque une amélioration significative par rapport aux 625 000 personnes estimées en 2025 (FAO GIEWS, 2026, p. 1).

Il convient de souligner que ce chiffre ne reflète pas une observation actuelle, mais une projection fondée sur un ensemble d'hypothèses de risque pour la période de soudure, notamment la diminution des stocks alimentaires, la hausse saisonnière des prix des denrées de base, et les effets progressifs des chocs climatiques, sécuritaires et autres vulnérabilités socio-économiques (PAM, 2026, p. 1) .

3.3 Pilier 3 : Utilisation biologique des aliments

Le pilier de l'utilisation renvoie à la capacité des individus à tirer parti des aliments consommés, ce qui implique une alimentation diversifiée et nutritive, des pratiques de préparation adéquates, et un environnement sanitaire favorable.

3.3.1 Diversification alimentaire

Dans la région de la Kara, la diversification alimentaire reste un défi majeur. Les cultures de base (maïs, sorgho, mil) dominent les régimes alimentaires, au détriment des légumes, des fruits et des protéines animales. Les périmètres maraîchers solaires mis en place dans le cadre du projet SAIRT (tomates, piments, oignons, pommes de terre) contribuent à diversifier l'offre alimentaire locale (République Togolaise, 2026, p. 1).

3.3.2 Nutrition et santé

L'utilisation biologique des aliments est également compromise par des problèmes d'accès à l'eau potable et à des infrastructures sanitaires. Bien que 120 forages aient

été réalisés dans le cadre de l'agropole, desservant 42 000 personnes (République Togolaise, 2025, p. 2), des efforts restent nécessaires pour garantir un accès universel à l'eau potable. L'eau consommée est aussi d'une qualité douteuse. La planche de photos n°1 le démontre.

Planche n°1 : photos de la rivière de Kara après les premières pluies



Source : *terrain, Auteurs, mai 2026*

Les photos de la planche 3 montrent la rivière de la Kara et ses bordures. C'est grand bassin de production maraîchère. Dans les mois de Mars, Avril et Mai, l'eau tarie et ne restes que quelques poches de retenus d'eau dans le lit. Les maraichers s'en servent jusqu'à la tombée des premières pluies. Après les premières pluies, voici l'aspect de l'eau utilisée sur les cultures. Elle est de couleur noire avec des sachets plastiques et les morceaux de bois à la surface. Il laisse alors voire que les légumes issues de cette production vont porter des germes de maladies. Même si la qualité des provisions est douteuse, leur stabilité face aux chocs constitue un enjeu majeur.

3.4 Pilier 4 : Stabilité dans le temps

Le pilier de la stabilité exige que les trois autres piliers soient assurés de manière permanente, sans fluctuations saisonnières ou annuelles. C'est probablement le pilier le plus menacé dans la région de la Kara.

3.4.1 Aléas climatiques

Le changement climatique constitue une menace majeure pour la stabilité de la sécurité alimentaire. La région de la Kara connaît des événements climatiques extrêmes de plus en plus fréquents : sécheresses précoces, distribution erratique des précipitations, inondations localisées (FAO GIEWS, 2026, p. 1). Selon les prévisions saisonnières du Centre régional AGRHYMET, des précipitations inférieures à la moyenne sont attendues entre août et octobre 2026

dans les zones centrales et méridionales, tandis que des précipitations proches ou supérieures à la moyenne sont probables dans le nord, augmentant le risque d'inondations localisées (FAO GIEWS, 2026, p. 1).

Les poches de sècheresse ont toujours réduit les capacités de production des paysans dans la région de la Kara. Cela induit des déficits vivriers pour plusieurs ménages en périodes de soudure. La planche 2 montre l'image des champs pendant les moments de sècheresse dans la région.

Planche 2 : photos des champs dévastés par la sècheresse dans la région de la Kara



Source : *terrain, Auteurs., 2026*

Sur la première photo, il s'agit d'un champ de coton frappé par la sècheresse dans la préfecture de Doufelgou. Le paysan a carrément refusé de s'y rendre pour la récolte car les résultats étaient catastrophiques. Pourtant il est tenu de rembourser les frais des intrants au niveau de la NSCT. C'est pareil pour la deuxième photo. Il s'agit là d'un champ de maïs

asséché par le déficit pluviométrique à Pagouda (dans la Binah) en pleine saison pluvieuse 2024.
Face à ces défis, plusieurs mécanismes de gestion des risques ont été mis en place.

3.4.2 Insécurité civile

L'insécurité civile dans les zones septentrionales voisines (région des Savanes) reste un facteur clé de l'insécurité alimentaire aiguë. Environ 45 % des personnes estimées en phase 3 du Cadre Harmonisé se trouvent dans la région des Savanes, où les attaques persistantes de groupes armés non étatiques ont incité le gouvernement à prolonger l'état d'urgence (FAO GIEWS, 2026, p. 1). Les coûts de main-d'œuvre agricole ont augmenté de 10 à 20 % par rapport à la saison précédente, et les surfaces cultivées ont été réduites dans les localités les plus insécurisées (FAO GIEWS, 2026, p. 1).

3.4.3 Ravageurs

L'invasion de la chenille légionnaire d'automne (Spodoptera frugiperda) depuis 2016 constitue une menace supplémentaire pour la stabilité de la production de maïs (ScienceDirect, 2025, p. 1). L'impact de cette infestation est complexe et spécifique au contexte, ce qui souligne la nécessité de stratégies de gestion localisées (ScienceDirect, 2025, p. 1).

4. Discussion scientifique : lectures croisées des déterminants et des dynamiques de la sécurité alimentaire

4.1 Le débat sur les piliers de la sécurité alimentaire

La conception de la sécurité alimentaire en quatre piliers, aujourd'hui largement acceptée, est le fruit d'une évolution historique. Comme le souligne la FAO (2024), les quatre piliers ont émergé au cours des cinquante dernières années, chacun prenant tour à tour une importance particulière selon le moment historique. L'importance de l'accès à la nourriture a commencé à devenir centrale après les travaux d'Amartya Sen, qui a montré, à travers une analyse historique, la persistance des famines même dans des contextes de disponibilité alimentaire suffisante.

Cette évolution théorique éclaire les défis actuels de la région de la Kara. Malgré des progrès significatifs en matière de disponibilité, les difficultés d'accès persistent. Comme le note le rapport régional du CILSS (2025), l'accès à la nourriture pour les ménages a été particulièrement affecté par l'insécurité civile, les inondations et l'inflation persistante (CILSS, 2025, p. 1).

4.2 L'efficacité des politiques agricoles : disponibilité et accès

Les politiques agricoles menées dans la région de la Kara depuis 2018, en particulier l'Agropole et le Pro-SADI, ont incontestablement amélioré la disponibilité alimentaire. Les rendements ont augmenté, les superficies cultivées se sont étendues, et des infrastructures de stockage et de transformation ont été construites.

Cependant, comme le souligne l'étude d'impact du PNIASA menée par Kolani et Mawuena (2022), la persistance de

contraintes structurelles - accès limité aux intrants de qualité, faible mécanisation, difficultés de commercialisation, vulnérabilité aux aléas climatiques - soulève des interrogations sur l'efficacité et la durabilité des actions du programme (Kolani et Mawuena, 2022, p. 1). Les auteurs montrent que le programme a un effet positif et hautement significatif sur la productivité agricole des ménages bénéficiaires, mais que ces gains ne se traduisent pas automatiquement en sécurité alimentaire durable pour l'ensemble des ménages.

L'IFPRI (2026) identifie trois aspects de la sécurité alimentaire : la faim chronique, les obstacles à l'accès aux denrées alimentaires, et les crises aiguës. Dans la région de la Kara, les trois dimensions sont présentes. La faim chronique touche les ménages les plus vulnérables, l'accès est limité par la volatilité des prix et l'insuffisance des revenus, et les crises aiguës surviennent lors des chocs climatiques ou sécuritaires.

4.3 Les déterminants de l'insécurité alimentaire : une analyse multidimensionnelle

Les analyses régionales identifient régulièrement les conflits et l'insécurité comme des facteurs déterminants de l'insécurité alimentaire. Ces facteurs causent la fermeture des marchés, la restriction des déplacements des familles et la limitation de l'accès de l'aide humanitaire. Dans la région de la Kara, l'insécurité civile dans les zones septentrionales voisines a des effets de propagation, augmentant les coûts de main-d'œuvre et réduisant les surfaces cultivées.

Les chocs climatiques constituent un autre déterminant majeur. Le Cadre Harmonisé a identifié les inondations comme facteurs déterminants dès le cycle de 2023. Dans la région de la Kara, la sécheresse précoce de 2026 a compromis les semis, nécessitant des replantations dans certaines zones. L'IFPRI (2026) souligne que dans une région où les moyens de subsistance dépendent encore fortement de l'agriculture pluviale, même les « bonnes années de production » peuvent coexister avec une insécurité alimentaire aiguë lorsque l'insécurité entrave l'accès aux champs et aux marchés.

4.4 Les programmes complémentaires : une réponse partielle

Les programmes comme le Pro-SADI, le SAIRT et l'appui du PAM tentent de répondre à ces défis par des approches plus intégrées. Le Pro-SADI a facilité l'accès à des engrais et à des semences certifiées pour les producteurs de riz et de maïs, et a fourni du matériel et des motopompes pour le maraîchage. [6]Le SAIRT a permis d'aménager des périmètres maraîchers solaires pour booster la production locale. [7]Le PAM soutient l'alimentation scolaire basée sur la production locale et l'assistance alimentaire d'urgence.[8]

Cependant, l'ampleur de ces programmes reste limitée face aux besoins. L'enjeu de la pérennisation des acquis - accès

[6] www.m.togofirst.com
[7] www.republicoftogo.com
[8] www.reliefweb.int

aux intrants, équipements, pratiques agricoles introduites - est crucial pour les prochaines interventions.[9]

4.5 La dimension régionale : un contexte ouest-africain préoccupant

La situation de la région de la Kara s'inscrit dans un contexte régional préoccupant. Selon les données les plus récentes, 53 % des 442 millions d'Ouest-Africains se retrouveront en situation d'insécurité alimentaire aiguë entre juin et août 2026. Paradoxalement, la région dispose d'un potentiel immense avec 236 millions d'hectares de terres arables, dont seulement 50 % sont actuellement exploités. La crise est alimentée par une dépendance excessive aux importations, ainsi que par l'impact dévastateur des conflits et de l'inflation.

Le montant des importations alimentaires au sein de l'espace CEDEAO s'élève actuellement à 7 milliards de dollars. Cette dépendance aux importations rend les pays ouest-africains vulnérables aux chocs externes et compromet leur souveraineté alimentaire.[10]

5. Synthèse et perspectives

5.1 Bilan des quatre piliers dans la région de la Kara

L'analyse multidimensionnelle de la sécurité alimentaire dans la région de la Kara fait apparaître un bilan contrasté. Le tableau n°3 montre la synthèse des forces et les faiblesses

[9] www.m.togofirst.com
[10] www.africa24.com

des politiques agricoles en matière de la sécurité alimentaire dans la région de la Kara.

Tableau n°3 : les forces et les faiblesses des politiques agricoles en matière de la sécurité alimentaire dans la région de la Kara

Pilier	Forces	Faiblesses
Disponibilité	Hausse des rendements (+166 % pour le maïs), multiplication des superficies cultivées, développement des infrastructures (CTA, magasins, forages)	Vulnérabilité aux aléas climatiques (sécheresse précoce, inondations)
Accès	Baisse des prix des denrées de base, programmes d'appui aux producteurs (Pro-SADI, SAIRT), assistance alimentaire du PAM	332 000 personnes en risque de crise alimentaire, volatilité des prix, insuffisance des revenus
Utilisation	Périmètres maraîchers pour la diversification, forages pour l'eau potable	Diversification alimentaire limitée, insuffisance des infrastructures sanitaires
Stabilité	Stocks céréaliers importants, accalmie sécuritaire dans certaines localités	Changement climatique, insécurité civile dans les zones voisines, ravageurs

Sources : www.republicoftogo.com , www.reliefweb.int , www.m.togofirst.com

5.2 Les défis à relever

Plusieurs défis structurels doivent être relevés pour garantir durablement la sécurité alimentaire dans la région de la Kara :

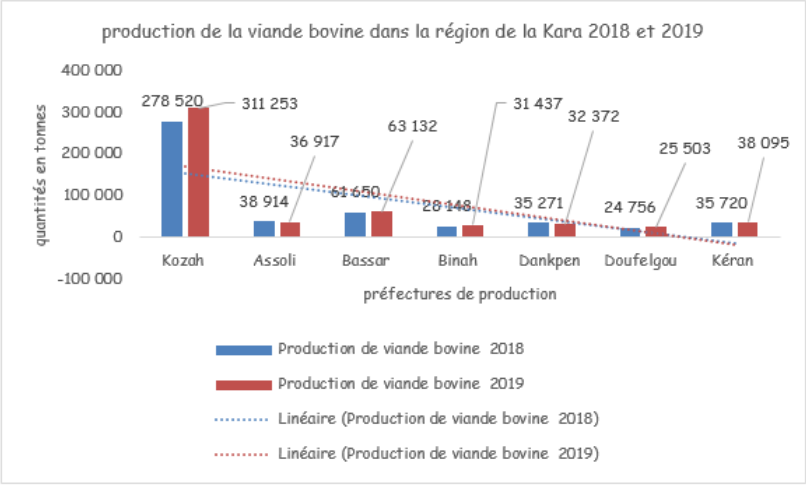
1. Renforcer la résilience climatique : La transition agroécologique, la gestion durable des ressources naturelles,

la diversification des cultures et le développement de systèmes d'irrigation doivent être au cœur des stratégies. En effet, pour maitriser l'irrigation il faut mobiliser beaucoup de moyens financiers, des mains d'œuvres qualifiées et des techniques adaptées aux réalités de la région de la Kara.

2. Améliorer l'accès économique : L'accès à la terre, aux intrants, au financement et aux marchés doit être sécurisé pour les exploitations familiales marginales. En effet, l'accès à la terre a toujours été un défi majeur étant donné que la terre appartient aux collectivités locales. Les conflits terrains ne cessent de s'augmenter grâce à l'effet de la pression démographique. Il est encore difficile pour les petits producteurs d'avoir facilement accès aux intrants et aux prêts agricoles.

3. Diversifier l'alimentation : La promotion des cultures maraîchères, des fruits et des protéines animales est essentielle pour améliorer l'utilisation biologique des aliments. En effet, la partie de production en viande est très faible dans la région. La figure n°1 montre la production en viande bovine dans la région de la Kara. La courbe de tendance est décroissante, traduisant la faiblesse de production.

Figure 1 : production de la viande bovine dans la région de la Kara 2018 et 2019



Source : Auteurs, 2026, Direction de l'élevage Kara

4. Renforcer la stabilité : Les systèmes d'alerte précoce, les stocks alimentaires locaux et les filets de sécurité sociale doivent être renforcés pour faire face aux chocs. En effet, dans la région de la Kara, les paysans ignorent vraiment l'existence des systèmes d'alerte de la sècheresse mise en place par l'Etat togolais. De plus, il y a des agences d'assurance qui luttent contre les grands chocs de la sècheresse, ils font les dédommagements en fonction du degré des pertes.

5. Articuler les échelles : Une approche territorialisée et inclusive, qui prend en compte les spécificités locales et implique pleinement les acteurs locaux, est nécessaire. En effet, les programmes et projets élaborées ont été faites sans la consultation des besoins réels des paysans. L'inclusion des paysans dans les grandes décisions les concernant

contribuera à accroitre leur productivité et réduira l'insécurité alimentaire.

6. Conclusion

Cet article a proposé une analyse multidimensionnelle de la sécurité alimentaire dans la région de la Kara à travers les quatre piliers fondamentaux que sont la disponibilité, l'accès, l'utilisation et la stabilité. L'analyse confirme notre hypothèse de départ : malgré des progrès significatifs en matière de disponibilité alimentaire, l'insécurité alimentaire demeure un problème structurel dans le nord du Togo.

Les politiques agricoles menées depuis 2018, en particulier l'Agropole de Kara et le Pro-SADI, ont permis des avancées notables : les rendements du maïs ont bondi de 0,9 T/ha à 2,4 T/ha, les superficies cultivées ont été multipliées par quatre, et des infrastructures de stockage et de transformation ont été construites. [11] Cependant, ces progrès sur le pilier de la disponibilité ne se sont pas traduits par une éradication de l'insécurité alimentaire. Les projections du Cadre Harmonisé estiment qu'environ 332 000 personnes pourraient être en situation de crise alimentaire entre juin et août 2026.[12]

Ce décalage s'explique par plusieurs facteurs : l'accès économique aux denrées reste limité pour les ménages vulnérables, l'utilisation nutritionnelle est compromise par

[11] www.republicoftogo.com
[12] www.reliefweb.int

une diversification insuffisante, et la stabilité est menacée par les aléas climatiques, les ravageurs et l'insécurité civile. Pour que les efforts de l'État togolais dans le domaine agricole se traduisent en amélioration durable de la sécurité alimentaire, plusieurs orientations sont nécessaires :

1. Adopter une approche intégrée qui combine production, accès, utilisation et stabilité.
2. Renforcer l'inclusion sociale en garantissant que les exploitations familiales marginales, les femmes, les jeunes et les personnes handicapées bénéficient des appuis.
3. Investir dans la résilience climatique à travers la transition agroécologique, la diversification des cultures et le développement de systèmes d'irrigation.
4. Améliorer la gouvernance foncière pour sécuriser les droits des producteurs locaux.
5. Renforcer les systèmes d'alerte précoce et les mécanismes de réponse rapide.

En définitive, la région de la Kara illustre les défis complexes de la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne : les gains de productivité, bien que réels, ne suffisent pas à garantir une alimentation suffisante, saine et stable pour toutes les populations.

Dans la région de la Kara, ce pilier 1 a connu des progrès significatifs grâce aux politiques agricoles menées depuis 2018 mais c'est sur le deuxième pilier que les vulnérabilités sont les plus marquées. La diversification alimentaire y reste un défi majeur. L'utilisation biologique des aliments est également compromise par des problèmes d'accès à l'eau

potable et à des infrastructures sanitaires, aussi le dernier pilier reste le plus menacé dans la région de la Kara.
Une approche plus intégrée, territorialisée et inclusive est nécessaire pour relever ce défi multidimensionnel.

Références bibliographiques

Africa24 TV, 21 août 2026. " *REPORTAGE - CEDEAO REPORT : la CEDEAO appelle à briser un cycle décennal*", 18p www.africa24.com
Afreepress, 29 janvier 2025. "*Plein feu sur l'agropole de Kara : Un levier stratégique pour l'essor agricole et économique du Togo*", 23p www.afripress.net
CILSS, 2025. " *Rapport régional 2025 sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Oues*", 66p www.wfp.tind.io
FAO, 12 mars 2024, « Ensuring food security: why agency and sustainability matter », HLPE Insights, 49p
FAO, ''*Le Système mondial d'information et d'alerte rapide (SMIAR)*'', 27p www.fao.org
FAO GIEWS, 28 août 2026. "*GIEWS Country Brief: The Togolese Republic*", ReliefWeb, 13p www.reliefweb.int
FAO, 18 octobre 2021,"*Forests for food security, nutrition and human health*", 25p. www.fao.org
IFPRI, 8 avril 2026, "*La crise alimentaire devrait s'aggraver en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale*", 27p www.africa.ifpri.info
Programme Alimentaire Mondial (PAM), 10 juin 2026, « Au nord du Togo, le PAM et le Gouvernement se mobilisent pour

lutter contre l'insécurité alimentaire », ReliefWeb, 58p www.reliefweb.int
République Togolaise, 25 mai 2026, "*Des périmètres maraîchers solaires pour renforcer la sécurité alimentaire*", 49p www.republicoftogo.com
République Togolaise, 15 octobre 2025, "*Hausse généralisée de la production agricole*", 21p www.republicoftogo.com
République Togolaise, 10 juin 2026, "*Pas de crise alimentaire au Togo*", 72p www.republicoftogo.com
République Togolaise, 27 janvier 2025, "*Souveraineté alimentaire : le rôle clé de l'agropole de Kara*", 81p www.republicoftogo.com
Togo First, 10 août 2026. "*Sécurité alimentaire : Pro-SADI touche plus de 12 600 petits producteurs dans la Kara et les Savanes*", 29p www.m.togofirst
Togo First, 30 octobre 2025, "*Au Nord-Togo, le projet "Sécurité alimentaire inclusive et résilience" a bénéficié à plus de 25 000 personnes*", 33p www.m.togofirst